



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des  
Affaires juridiques**



**Numéro 391 - 30 janvier 2025**



**ÉDITO**



## Laurent Fabius, Président du Conseil constitutionnel

Neuf années au service du droit, par Laurent Fabius, Président du Conseil constitutionnel

[Lire la suite](#)



---

# Institutions

## Le Sénat propose de supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée

Dans une proposition de loi présentée par la sénatrice Nathalie GOULET, viendraient à être supprimés 27 comités ou structures qui n'auraient pas démontré une utilité suffisante : la sénatrice a effectué sa sélection sur un critère de fréquence des réunions de ces structures et a exclu les agences de l'Etat de sa réflexion. La proposition de loi est examinée par le Sénat en première lecture le 30 janvier 2025.

[Lire l'article](#)

## La délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale présente des propositions pour l'avenir institutionnel de ces territoires

La délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale a publié, le 15 janvier 2025, un rapport d'information consacré à l'avenir institutionnel des outre-mer. Dressant un état complet de l'existant et à partir de comparaisons internationales, le rapport propose une trentaine de pistes d'évolution zone par zone : Océan Indien, Mayotte, Océan Atlantique, Martinique, Réunion, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, Pacifique, Wallis-et-Futuna, Polynésie française, Terres australes et antarctiques françaises et Clipperton.

[Accéder au document](#)



## Juridictions

### La Cour de cassation consacre la notion de harcèlement moral institutionnel

La Cour de cassation affirme que le « harcèlement moral institutionnel » constitue une catégorie de harcèlement moral susceptible d'être retenue au titre de la définition du « harcèlement moral au travail » posée par le code pénal.

[Lire l'article](#)



## Commande publique

### Le Conseil d'État précise le point de départ de la garantie de parfait achèvement

Le Conseil d'État considère que la réception des travaux, même lorsqu'elle est prononcée avec réserves, ou sous réserves, fait courir le délai de garantie de parfait achèvement à compter de la date d'effet de cette réception.

[Lire l'article](#)

## **Le Conseil d'Etat précise que l'indemnisation liée au non-respect des obligations contractuelles nécessite que le préjudice subi soit certain**

L'expiration de la convention de concession, et la procédure de remise des ouvrages n'ayant pas été mise en œuvre, ni la convention résiliée, les demandes de remboursement des sommes liées aux dépenses et frais engagés pour la mise en œuvre de la garantie bancaire de la commune sont prématurées. Le Conseil d'État a ainsi estimé que le préjudice invoqué par la commune n'était pas certain.

[Lire l'article](#)



## **Finances publiques**

## **Les aides versées pour les étudiants dans le cadre du programme Erasmus + ne doivent pas être prises en compte pour le calcul de l'impôt sur le revenu de leurs parents**

Une mère, dont le fils a bénéficié d'une bourse d'étude dans le cadre du programme Erasmus +, s'est vue réduire sa déduction pour un enfant à charge dans le calcul de son revenu fiscal. Saisie d'une question préjudicielle de la Cour constitutionnelle croate dans cette affaire, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé que l'aide à la mobilité perçue par son fils étudiant a désavantagé sa mère, s'apparentant ainsi à une restriction au droit de libre circulation et de séjour. La Cour relève par ailleurs que les aides financières dans le cadre du programme Erasmus + sont conçues pour couvrir les coûts supplémentaires de mobilité d'un étudiant. Elles n'augmentent donc pas la capacité contributive des parents sur le plan fiscal. La législation croate, en conduisant à

augmenter les charges fiscales des parents contribuables sans que leurs ressources n'aient été augmentées, est donc contraire au droit de l'Union.

[Accéder au document](#)



## Marchés



### **Un point de la DGCCRF sur les clauses des contrats d'adhésion aux salles de sports**

La DGCCRF vous conseille sur les clauses des contrats d'adhésion aux salles de sport et de remise en forme : parmi les clauses abusives, les pratiques le plus souvent relevées par les enquêteurs tiennent au dégageement de la responsabilité du professionnel en cas d'accident et à la modification unilatérale par le professionnel des horaires, tarifs ou prestations proposés.

[Accéder au document](#)



## Numérique



### **La CNIL dévoile son plan stratégique pour les années 2025-2028**

La Commission nationale Informatique et Libertés (CNIL) a présenté le 16 janvier 2025 son plan stratégique pour les années 2025 à 2028. Ce plan comporte quatre grands axes relatifs à l'intelligence artificielle, aux droits des mineurs ainsi qu'à la cybersécurité et aux usages numériques du quotidien.

[Lire l'article](#)



## Entreprises



### **Selon le CREDOC, le « Made in France » doit faire face aux réalités économiques malgré un engouement grandissant**

Dans une publication du 1er janvier 2025, le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) a analysé l'intérêt des Français pour les produits fabriqués en France. En 2020, 65 % des Français se déclaraient prêts à payer plus cher pour un produit fabriqué en France contre seulement 43 % en 2005. Le soutien aux produits français a augmenté, motivé par des considérations environnementales, notamment de la part des plus jeunes et par le souci de préserver les emplois locaux. Cependant le Credoc observe que ce soutien est mis à mal par l'inflation et les contraintes budgétaires des Français.

[Accéder au document](#)

## Questions sociales



### **Bilan démographique 2024 : légère hausse de la population française malgré une baisse du nombre de naissances**

Le bilan démographique publié par l'Insee chaque année permet de suivre les grandes tendances démographiques françaises. En 2024, si la population augmente légèrement, le taux de fécondité est au plus bas depuis plus de cent ans. L'espérance de vie se stabilise à un niveau élevé, supérieur à la moyenne européenne.

[Lire l'article](#)

**SUR LE SITE**





Toutes nos rubriques



Archives des numéros précédents



## LA DAJ RECRUTE



Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle  
d'expertise juridique reconnu ?  
Vous recherchez un emploi qui a du sens,  
au bénéfice de l'intérêt général ?  
Rejoignez nos équipes !

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la  
Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre  
talent au service d'une économie forte et durable.

[Consultez nos fiches de poste](#)

Partager



### [S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Clémence Olsina Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Susie Bruno, Maurine Cimma, Shirley du Parc, Céline Frackowiak, Morgane Frétault, Adrien Galluchot, Emilie Lefebvre / Bandeau : Aphanias / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo : ©Eric Feferberg – AFP

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel [lettre.daj@finances.gouv.fr](mailto:lettre.daj@finances.gouv.fr).

[Se désinscrire](#)